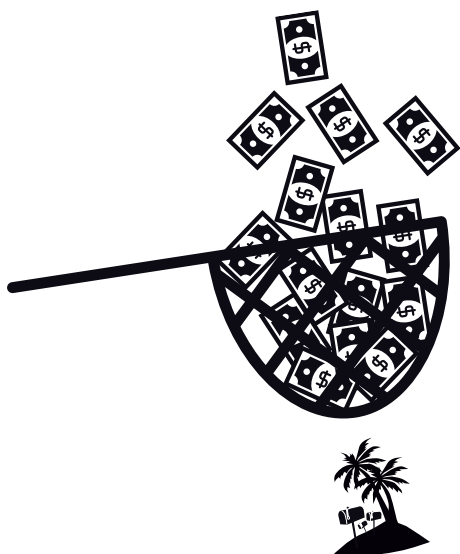




APPEL AUX CANDIDATS AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES



RÉGION, STOP PARADIS FISCAUX !

Pour que les régions
continuent
d'être pionnières
dans la lutte
contre l'évasion fiscale
et les paradis fiscaux

→ **Entre 2010 et 2014, 19 régions françaises sur 22 ont pris des engagements publics en matière de lutte contre les paradis fiscaux :**

17 ont adopté des textes juridiquement contraignants et 10 ont exigé que leurs partenaires financiers (banques et assurances) publient des informations sur leurs activités et les impôts payés pays par pays. A partir de 2012, les villes et villages leur emboîtent le pas.

→ En 2013, l'État prend acte de la mobilisation des régions et rend obligatoire, au niveau national, ces règles de transparence pour les banques françaises.

→ Au même moment, la France fait pression au niveau européen pour que toutes les banques européennes soient soumises à la même obligation de transparence.

→ En 2014 et 2015 les banques françaises publient leurs premiers rapports.

L'introduction de ce reporting pays par pays public pour les banques démontre qu'une telle mesure peut fonctionner en pratique et qu'il est possible de la généraliser à toutes les entreprises tous secteurs confondus.

Engagez-vous à demander plus de transparence aux entreprises avec lesquelles votre région travaille !

En 2015, nous demandons aux régions de continuer à être pionnières dans ce combat contre l'évasion fiscale.



Les informations à rendre publiques

Les entreprises doivent rendre publiques, dans chacun des pays où elles sont présentes, les informations suivantes :

- Liste des filiales et activités
- Chiffre d'affaires
- Bénéfices
- Impôts payés
- Nombre d'employés
- Subventions reçues

Ces informations permettront de mettre en lumière les pratiques d'évasion fiscale les plus abusives !



3 RAISONS DE SOUTENIR CETTE EXIGENCE DE TRANSPARENCE :

Rétablir une concurrence loyale entre grandes entreprises et PME

Les grandes entreprises, qui savent mieux jouer de l'optimisation fiscale via un réseau de filiales important, se trouvent moins taxées que les petites : selon le Conseil des prélèvements obligatoires, en 2010, le taux d'imposition effectif des entreprises du CAC 40 n'était que de 8 %, quand celui des PME était de 22 % et celui des très petites entreprises de 28 %.

(Source Le Monde – 27/05/2013)

Exercer un effet dissuasif sur les entreprises qui pratiquent l' « optimisation fiscale agressive »

Les citoyens sont de plus en plus excédés par les scandales à répétition (Google, Starbucks, McDonald...) qui montrent que les grosses entreprises s'arrangent souvent pour payer le moins d'impôts possible. Par ailleurs, les entreprises ont compris que leurs pratiques fiscales pouvaient représenter un risque pour leur image.

Restaurer la confiance des citoyens dans les systèmes fiscaux nationaux

Selon les dernières estimations de l'OCDE, la simple optimisation fiscale agressive des entreprises multinationales ferait perdre 9 milliards d'euros par an à la France. Autant d'argent qui manque aujourd'hui cruellement pour financer des services publics...

Les citoyens sont en attente de réponses.

La transparence est un premier pas absolument indispensable pour regagner la confiance des citoyens, fortement ébranlée par les récents scandales.

Selon les dernières estimations de l'OCDE, la simple optimisation fiscale agressive des entreprises multinationales ferait perdre **9 milliards d'euros par an à la France.**